



Résumé des délibérations
Conseil consultatif d'Exportation et développement Canada
Responsabilité et durabilité des entreprises (RDE)

Date : Le 20 mai 2021

Conférencier

Jonathan Hackett, directeur général et chef du groupe Financement durable de BMO

Membres du conseil consultatif sur la RDE

Martine Irman, membre du Conseil d'administration d'EDC, première vice-présidente du Groupe Banque TD, et vice-présidente de Valeurs Mobilières TD

Gordon Lambert, directeur en résidence, Durabilité pour Suncor, Ivey Business School, Université Western

Rosemary McCarney, ancienne ambassadrice du Canada et représentante permanente aux Nations Unies à Genève

Marie-Lucie Morin, administratrice et membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Anita Ramasastry, professeure de droit à l'école d'études internationales Henry M. Jackson et directrice du programme de deuxième cycle de développement durable international de la Faculté de droit de l'Université de Washington

Christa Wessel, chef de l'exploitation et des Services juridiques à ClearView Strategic Partners Inc.

David Wheeler, cofondateur de l'Academy for Sustainable Innovation

Absent

Eduardo Bohórquez, directeur général de Transparencia Mexicana

Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC)

Mairead Lavery, présidente et chef de la direction, et présidente du Conseil

Carl Burlock, vice-président directeur et chef de la direction des affaires commerciales

Justine Hendricks, chef du développement durable d'EDC

Todd Winterhalt, premier vice-président, Communications et Stratégie d'entreprise



Sophie Roy, vice-présidente, Responsabilité et durabilité des entreprises

Chris Pullen, directeur de la mise en œuvre de la stratégie environnementale, sociale et de gouvernance

SYNTHÈSE

Le but de la séance printanière du Conseil consultatif sur la responsabilité et durabilité des entreprises (RDE) était de fournir au président et à l'équipe de la haute direction des idées et des conseils sur l'approche d'EDC pour élaborer un cadre de financement durable.

Jonathan Hackett, directeur général et chef du groupe Financement durable de BMO, a présenté au Conseil des explications sur le financement durable et son incidence pour trouver du capital. Le Conseil a longuement discuté du croisement entre les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et le financement durable, des défis que présente l'évolution rapide de l'environnement, et des principaux débouchés pour EDC. Voici les idées et observations ressortant de la présentation et des discussions :

1. Les questions ESG et le financement durable sont des notions qu'on confond souvent, alors qu'il importe de bien faire la distinction.

- Les questions ESG font référence aux renseignements et analyses environnementales, sociales et de gouvernance qui sont importants pour les investissements; elles sont intégrées aux stratégies et décisions. Elles ne sont pas limitatives : elles servent plutôt à comprendre les risques pour les prendre en considération. « Pour une entreprise bien rodée, les questions ESG servent à rester au fait des risques et possibilités. »
- Le financement durable fait référence aux outils servant à trouver du capital pour progresser vers grands objectifs; il sert à apporter des solutions au marché. Les entreprises qui créent ces solutions sont en droit d'exiger des fonds du marché; investir dans ces entreprises stimulerait donc ces solutions.

2. La transition énergétique ouvre des portes sur notre chemin vers un avenir durable.

- La pandémie de COVID-19 a suscité des questions sur la capacité du monde à réagir rapidement et efficacement à une crise tout en faisant ressortir les inégalités sociales et



- économiques. Elle a aussi confirmé que le changement climatique constitue une crise mondiale qui nécessite une réponse urgente et unifiée.
- L'ampleur du défi ne nous empêche en rien de générer des solutions. Un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie sur la [carboneutralité d'ici 2050](#) (en anglais et mandarin seulement) montre les possibilités.
 - Voici certaines solutions :
 - Financement de transition/transition « seulement ». De plus en plus d'entreprises en difficulté ont besoin d'aide pour s'adapter et investir dans des solutions à long terme. Ce besoin ouvre grand la porte aux nombreuses solutions spécialisées dans le secteur de l'énergie que nous avons au Canada (captage du carbone, séquestration du carbone, etc.).
 - Intégration des questions ESG aux chaînes d'approvisionnement pour répondre à la demande, tant des consommateurs que des entreprises, de réduire l'empreinte environnementale. « Pour attirer les entreprises, proposez-leur de l'énergie verte. »
 - Nous devons agir sans perdre un instant. Et pour nous aider à être plus responsables, ambitieux et efficaces, nous devons nous fixer des objectifs d'envergure et transparents.

3. Croisement dans l'E et l'S des questions ESG.

- Plusieurs questions sociales incontournables accompagnent la transition énergétique. Par conséquent, il nous faut une approche intégrée pour tenir compte de l'environnement et des droits de la personne.
- Les entreprises doivent incorporer des préparatifs en cas de pandémie dans leur portefeuille d'ESG. Les moyens pris pour se préparer à un sinistre, y réagir et le limiter entraîneront sans doute une hausse des investissements.
- Les forces du marché reconnaissent les bonnes pratiques sociales, ce qui permet aux entreprises et chaînes d'approvisionnement canadiennes de se placer en tête de peloton. « C'est important d'introduire de la concurrence dans la chaîne d'approvisionnement. »
- La barre pour les obligations sociales est haute, frôlant la philanthropie. Les résultats sociaux sont surveillés de près. Nous pouvons apprendre des exploitations minières qui ont collaboré étroitement avec les communautés autochtones.



Deux grands obstacles ont été définis durant la discussion :

1. La confiance du marché freine beaucoup la progression. Il faut du leadership pour tracer la voie et stimuler le changement. « Il y a un écart entre où nous sommes et où vous voulons être. »
2. Il n'est pas facile de prendre des décisions entre une information qui voyage rapidement, un contexte qui évolue et la pression du public. Il faut du temps pour apporter des changements en fonction de la science et de la technologie.

La discussion a permis de formuler plusieurs options pour le président et l'équipe de la haute direction concernant l'élaboration du financement durable d'EDC :

1. Faire preuve de leadership.

- L'aide d'EDC aux entreprises canadiennes pour qu'elles offrent de nouveaux produits et services servant à atteindre la carboneutralité offre des belles perspectives de croissance.
- Le réseau électrique et la chaîne de valeur (là où elle est décarbonisée) présentent des débouchés pour EDC et la chance de faire preuve de leadership en tant que catalyseur de produits durables.
- S'appuyer sur le leadership démontré dans le domaine des technologies propres et des obligations vertes, et explorer activement les produits financiers durables comme les prêts liés à la durabilité et les possibilités de partenariat avec les institutions financières.
- Appliquer les leçons tirées du secteur de l'énergie dans d'autres secteurs, notamment celui de l'aéronautique, pour faire avancer la transition.
- Tirer parti du mandat pour assurer une transition équitable.

2. Services éducatifs et consultatifs.

- Alors que les entreprises cherchent à réduire leur empreinte écologique ou mieux comprendre leurs obligations concernant les questions ESG, EDC a l'occasion de soutenir la transition de ses clients en leur fournissant du financement ou d'autres solutions novatrices (ex. : produits du savoir).
- EDC peut contribuer considérablement en tant qu'éducateur et facilitateur des attentes et des pratiques concernant l'ESG pour améliorer la gestion des risques et la prise de décision, rendant ainsi les entreprises canadiennes encore plus compétitives.



- EDC peut aider ses clients dans leur adaptation aux questions ESG tout en atteignant ses propres objectifs environnementaux. Par exemple, EDC peut conseiller les entreprises sur les façons d’améliorer le suivi et la divulgation de leurs émissions, et sur les solutions pour les réduire.
- Dans la mesure du possible, EDC pourrait chercher des façons d’utiliser des partenariats pour aider les entreprises à améliorer leur performance ESG.
- Il importe aussi de faire valoir les bons outils selon les besoins des entreprises.